

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 Bourg En Bresse

Lyon, le 10/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIEGFRIED St Vulbas SAS**

Parc industriel de la plaine de l'Ain (P.I.P.A.)  
530 Allée de La Luye  
01150 Saint-Vulbas

Références : PRICAE-RC-25-026-CG  
Code AIOT : 0006102267

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SIEGFRIED St Vulbas SAS implanté Parc industriel de la plaine de l'Ain (P.I.P.A.) 530 Allée de La Luye 01150 Saint-Vulbas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est inscrite dans le cadre à la fois d'une action nationale sur la sobriété hydrique et de la déclinaison pour le bassin Rhône-Méditerranée du plan eau qui prévoit la révision à la baisse des autorisations de prélèvement dans les territoires en déséquilibre.

Le site se situe dans une zone à enjeu du point de vue de la ressource en eau. Il relève en effet du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) de la basse vallée de l'Ain.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIEGFRIED St Vulbas SAS
- Parc industriel de la plaine de l'Ain (P.I.P.A.) 530 Allée de La Luye 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006102267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SIEGFRIED exploite à Saint-Vulbas, sur le parc industriel de la plaine de l'Ain, un site de fabrication à façon de principes actifs, d'intermédiaires pharmaceutiques et de produits de chimie fine.

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 décembre 2010 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires. Un arrêté préfectoral « compilé » a été établi afin d'assurer une certaine lisibilité dans l'ensemble des arrêtés préfectoraux du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 et 14	Demande d'action corrective	1 mois
8	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 25/03/2025, article Annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.1.1.	Sans objet
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
6	Sécheresse -	Arrêté Préfectoral du 25/03/2025,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	connaissance de la gravité atteinte	article Annexe	
7	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'eau sur le site a été détaillée lors de l'inspection. L'exploitant a une bonne connaissance de son utilisation de l'eau ainsi que des enjeux locaux, incluant le suivi des situations de sécheresse.

Le sujet de la sobriété a progressé depuis 2019 mais des actions restent possibles pour optimiser les processus et diminuer les prélèvements.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.1.1.				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3) Horaire	Débit maximal (m3) Journalier
Eau souterraine	Nappe Alluvions Plaine de l'Ain (FR_D0_339)	900000	150	3000
Réseau public		60000	15	300
<b>Constats :</b>				
L'exploitant a présenté lors de la visite le fichier de suivi des prélèvements incluant les relevés				

<p>quotidiens des deux ressources utilisées : le réseau d'eau potable (AEP) et eau de nappe.</p> <p>Le volume maximal quotidien est respecté pour l'année 2025 à l'exception d'une situation le 1 septembre 2025, liée à l'occurrence simultanée de nombreux lavages d'équipements et d'une indisponibilité temporaire de l'eau de nappe qui a nécessité un report vers l'AEP.</p> <p>Les volumes maximaux prélevables annuellement sont respectés, comme présenté dans le PSH de l'exploitant et déclaré dans GEREP. Le volume prélevé en 2024 pour le réseau AEP est de 35 174 m<sup>3</sup> pour 60 000m<sup>3</sup> autorisés ; le volume prélevé dans le milieu naturel est de 496 570 m<sup>3</sup> pour 900 000 m<sup>3</sup> autorisés.</p> <p>L'inspection des installations classées a informé l'exploitant, lors de la visite, que le volume d'eau maximal prélevable autorisé de l'installation sera prochainement adapté pour refléter le nouveau besoin du site tel qu'existant suite aux actions de sobriété hydrique, dans un objectif de protection de la ressource en eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant se positionne sous 3 mois sur les niveaux annuels de prélèvements susceptibles d'être atteints du fait de l'exploitation des installations (réseau public et eaux souterraines), en tenant compte de l'évolution de l'activité autorisée et de leur niveau de performance actuel et projeté dans le cadre de la mise en œuvre du plan de sobriété hydrique développé dans le constat 5.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Données de prélèvement : compteur

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté, lors de la visite, le schéma de principe des flux hydriques sur lequel figurent les compteurs. Ce schéma fait partie du PSH du site. Les compteurs principaux d'entrée d'eau sont relevés quotidiennement.</p> <p>Le fichier de suivi a été présenté en séance. Il contient le suivi du compteur d'eau de ville géré par le délégataire SAUR (télérelève) et deux compteurs présents sur les pompages d'eau de nappe gérés par l'exploitant, relevés manuellement (un compteur pour les volumes utilisés pour le refroidissement, un compteur pour les volumes utilisés pour la STEP destinés au rinçage des filtres).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Obligations déclaratives - GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations déclaratives - GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b>  La consultation de l'outil GERE, préalablement à l'inspection, confirme que les déclarations de volume sont réalisées dans GERE. Les chiffres déclarés sont cohérents avec ceux présentés dans le PSH de l'exploitant (chiffres identiques entre 2015 et 2024 sauf pour les années 2018 à 2021 qui montrent des chiffres avec des différences entre 92 et 40 764 m <sup>3</sup> ). Pour les deux années avec des différences significatives, c'est le PSH qui présente les valeurs les plus fortes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le schéma des réseaux mis à jour en 2023 a été présenté lors de l'inspection. L'identification du schéma à jour, sur le réseau informatique de l'entreprise, n'est pas immédiate. Le nouveau stockage de liquides toxiques sera à ajouter sur le plan ; aucun réseau d'eau n'est toutefois associé à ce stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 et 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

**Constats :****Utilisation de l'eau sur le site**

L'utilisation de l'eau dans le site est présentée par l'exploitant lors de la visite ; elle est bien décrite dans le plan de sobriété hydrique.

Le principe de l'usine est la production par batch de principes actifs pharmaceutiques, avec 10 à 12 procédés simultanés et une quarantaine sur l'année.

Les deux halls de production sont conçus selon un système gravitaire avec de haut en bas le chargement des poudres, le refroidissement, l'essorage, le séchage puis la finition. Le site comporte par ailleurs divers ateliers et utilités.

L'utilisation d'eau est répartie selon les sources d'approvisionnement avec en postes majoritaires :

- \* pour l'eau de nappe, le refroidissement de équipements de production : un échangeur en circuit ouvert refroidit une boucle froide, qui refroidit par échangeur un circuit secondaire circulant dans la double enveloppe des réacteurs de production ;

- \* pour l'eau de ville, divers lavages et rinçages des équipements, ainsi que selon les procédés mis en œuvre, une intégration dans le procédé : la majorité des procédés mis en œuvre sont sur base solvantée, mais certains sur base aqueuse.

L'utilisation d'eau de nappe est très largement majoritaire, dans un rapport d'environ 1 à 10 par rapport à l'eau de ville. Cette utilisation est générée par l'utilisation d'un circuit ouvert de refroidissement.

**Constat d'utilisation d'eau**

Pour mémoire, comme détaillé dans le rapport de l'inspection du 11 juin 2020, l'utilisation d'eau du site avait baissé entre 2009 et 2017 puis fortement augmenté de 2017 à 2019, directement en lien avec une augmentation de la production. L'inspection des installations classées avait alors requis une étude technico-économique (ETE) pour la réduction des consommations d'eau à usage industriel.

Les deux ressources utilisées par le site sont l'AEP et un prélèvement en nappe ; elles concernent la nappe de la basse vallée de l'Ain, protégée par un PGRE. Toutefois, l'eau du réseau AEP (captage du Luizard) est prélevée dans une zone sensible de la nappe, alors que le forage du site est situé hors zone sensible (c'est à dire qu'il a un impact faible sur les apports en Rivière d'Ain). Les diminutions de prélèvement AEP sont donc à prioriser par rapport à celles de l'eau de nappe directement prélevées par le site.

L'utilisation d'eau montre une tendance à la diminution depuis 2018 (année de référence du Plan eau national), mais la pente s'inverse en 2024. Les indicateurs d'utilisation spécifique présentés dans le PSH suivent la même tendance. Les efforts de sobriété ont permis au site de diminuer la pression sur la ressource malgré une augmentation de production.

Les chiffres obtenus sont les suivants (source : PSH)

Année	V o l u m e prélevé - A E P ( m 3 / a n )	V o l u m e prélevé - n a p p e ( m 3 / a n )	Diminution p a r rapport à 2018 - AEP	Diminution p a r rapport à 2018 - n a p p e	K g d e p r o d u i t	Indicateur : m 3 prélevé / k g d e p r o d u i t
2018	54089	624670			284000	2,39
2019	65823	819580			338000	2,62
2020	60655	672670			500000	1,47
2021	67701	647150			759000	0,94
2022	43688	530407			530000	1,08
2023	32306	452533	-40%	-29%	694000	0,70
2024	35174	496570	-35%	-22%	673000	0,79

L'exploitant indique que l'inversion de pente observée en 2024 est liée à un produit sur base aqueuse qui a été davantage produit en 2024, entraînant un plus fort besoin en eau.

#### **Actions menées en faveur de la sobriété**

Les efforts principaux qui ont permis cette évolution favorable sont listés dans le PSH et présentés par l'exploitant lors de la visite :

- \* détection et réparation de fuites sur le réseau d'eau potable en 2021, au niveau du secteur des bungalows pour les chantiers temporaires ;
- \* réutilisation d'eaux issues du refroidissement en circuit ouvert dans les systèmes ne nécessitant pas de qualité eau potable : adoucisseurs, exploitation de la STEP en 2022 ;
- \* remplacement de la chaudière en 2023 ;



- \* utilisation d'un groupe froid en période estivale pour rafraîchir la boucle d'eau de refroidissement, venant en appoint du circuit ouvert, qui reste utilisée pour refroidir cette même boucle mais avec un volume bien inférieur grâce à la baisse de température déjà fournie par le groupe froid. Cette solution a été mise en œuvre en 2023, 2024 et 2025.
- \* un encrassement des échangeurs a été identifié comme source d'augmentation significative de consommation sur l'eau de refroidissement en avril - mai 2025. Une solution corrective a été apportée (nettoyage des échangeurs) et pérennisée (programmation d'un nettoyage annuel avant la période estivale) ;
- \* une spécificité du site qui permet l'adaptation à un grand nombre de formulations est l'utilisation de flexibles pour connecter les équipements ; les tests des flexibles sont désormais programmés au printemps et en automne plutôt que dans les périodes d'été.

### **Mise en œuvre de l'ETE sur la sobriété**

Le sujet de la sobriété du site a fait l'objet de plusieurs demandes de l'inspection des installations classées avec, en particulier, l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2020 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative à la consommation en eau et sa réduction pérenne. L'ETE a été réalisée par l'exploitant ; le rapport n° 112285-A du 09 mai 2022 a été communiqué à l'inspection des installations classées et exploité dans le dossier de réexamen du site, ce dernier en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a demandé un suivi des actions d'amélioration pointées dans l'ETE (chapitres 4.2 et 4.3), une revue a été faite en séance :

\* système de management :

*Un retard a été pris sur l'amélioration de la connaissance, avec au moins deux compteurs identifiés comme défaillants, et dont le remplacement par l'exploitant n'est toujours pas programmé au jour de la visite :*

- le compteur noté C5, en entrée du hall de production n°1 ; l'exploitant précise toutefois que le compteur C6 du HP1 permet un suivi de la majorité des volumes du hall ;
- le compteur en sortie du site comptabilisant les eaux rejetées après refroidissement, défaillant. Aucune information n'est donc disponible sur les volumes rejetés.

L'exploitant mentionne lors de la visite un changement des compteurs envisagé début 2026.

*Les modalités de surveillance sont détaillées par l'exploitant. Elles sont satisfaisantes.*

- Les volumes globaux AEP et nappe sont suivis quotidiennement (compteurs respectivement par télérelève et manuel). Un suivi est réalisé par le service environnement avec des actions en cas de dépassement d'une valeur journalière. Le fichier de suivi est consulté en séance. Un exemple de non conformité est détaillée, en date du 1er septembre 2025. Une surconsommation est identifiée et expliquée : de nombreux lavages associés à une bascule sur l'AEP suite à un problème d'alimentation en eau de nappe en lien avec l'encrassement des échangeurs thermiques qui entraînait une surconsommation. Ce suivi a permis l'amélioration décrite plus haut (nettoyage annuel programmé des échangeurs).

- Un suivi des ratios de consommation en eau est réalisé : AEP / tonne de produit ; eau de nappe / tonne de produit. Ce suivi est par ailleurs présenté dans le PSH.

Les actions de formation et de sensibilisation sont présentées par l'exploitant. Le sujet est intégré au parcours du nouvel arrivant. Un programme d'excellence opérationnelle est mené à

destination de l'encadrement de la production, avec une réunion quotidienne. L'exploitant mentionne que des indicateurs environnement sont prévus d'être ajoutés à ces réunions en 2026.

La fiabilisation des compteurs est en cours. Des ratios ont été mis au point et suivi, ce qui est satisfaisant.

**\* Optimisation du suivi des chaudières**

*La chaudière a été changée en 2023 ; son suivi est réalisé en interne.*

**\* Réutilisation de l'eau de forage du circuit de refroidissement**

*Trois postes de réutilisation ont été mis en place et sont figurés sur le schéma hydrique : le lavage des caissons au niveau de la STEP, l'alimentation des adoucisseurs des chaudières et des adoucisseurs du process.*

L'exploitant est invité lors de la visite à requestionner la possibilité de réutilisation pour les autres postes d'utilisation d'eau. Une piste potentielle est alors évoquée, avec la réutilisation d'eau de rinçage lors du process de fabrication d'un des rares produits sur base aqueuse mis en œuvre par le site, et dont la production a eu un impact défavorable sur les indicateurs de sobriété lors de l'année 2024.

**\* Optimiser les lavages utilisant l'eau de ville**

*Ce point n'a pas été travaillé suite à l'ETE.*

L'exploitant présente en séance plusieurs fiches de production à destination des utilisateurs, qui présentent les bonnes pratiques requises pour les lavages.

Pour chaque lavage de filtre, un volume défini est indiqué.

L'exploitant précise que ces volumes n'ont pas été requestionnés pour correspondre finement au besoin de lavage et confirme en séance que ce point pourra être mis au programme d'un chantier opérationnel d'exploitation.

**Synthèse sur la sobriété**

Malgré les résultats déjà obtenus, plusieurs points restent non optimisés, en particulier le refroidissement en circuit ouvert.

L'ensemble des pistes d'amélioration identifiées dans l'ETE de 2022 n'est pas non plus mis en œuvre.

En conséquence, le site ne démontre pas l'atteinte de la sobriété hydrique malgré des améliorations notables depuis 2018.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande**

L'exploitant met en œuvre rapidement les solutions opérationnelles et les études complémentaires nécessaires pour améliorer la sobriété hydrique du site.

<p>L'exploitant répare ou installe des compteurs à l'ensemble des points clés permettant un suivi quotidien des performances. Notamment sont remplacés sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compteur C5, en entrée du hall de production n°1 ;</li> <li>- le compteur général en amont des rejets d'eau de refroidissement.</li> </ul>
<p>L'exploitant continue la mise en œuvre de solutions de sobriété hydrique identifiées, incluant, sous 6 mois, une action sur les pistes évoquées en inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'optimisation des fiches de lavage des filtres pour la quantité d'eau ;</li> <li>- l'analyse de faisabilité de la réutilisation d'eau de lavage pour certains produits en base aqueuse.</li> </ul>
<p>L'exploitant poursuit les études d'opportunité en faveur de la sobriété avec, sous 12 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- requestionner la possibilité de substituer chaque poste AEP en eau de nappe et tracer l'analyse ;</li> <li>- objectiver l'opportunité de la suppression du circuit ouvert par une étude technico-économique.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Sécheresse - connaissance de la gravité atteinte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2025, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des prescriptions relatives à la sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect de l'arrêté préfectoral - connaissance par l'exploitant de la gravité de la sécheresse atteinte au jour de l'inspection et durant l'étiage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une organisation pour suivre le niveau de gravité de la zone sécheresse dont il dépend : inscription aux alertes mail vigieau, enregistrement des arrêtés de restrictions, alerte par le HSE du parc d'activités.</p> <p>Le fichier de suivi des niveaux de gravité et des actions mises en place est présenté en séance ; il a été initié en juin 2023 et est complet depuis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant se positionne sur l'applicabilité de l'AM (articles 1 et 3)</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a bien identifié dans son PSH, fourni en amont de l'inspection, qu'il relève de l'article 3-1° de l'AM sécheresse du 30 juin 2023 au titre de la production de principe actifs de médicaments et qu'il a diminué son prélèvement d'eau de plus de 20 % depuis 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2025, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Validité de l'adaptation de restriction demandée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont exemptés des mesures de réduction progressives chiffrées prévues par le présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</li> </ul> <p>Les établissements ICPE déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier.</p> <p>Ce PSH sera à mettre à jour minima tous les ans. La trame type à suivre sera mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est concerné par la zone sécheresse "Plaine de l'Ain", pour les eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant a sollicité une adaptation de type "cas 3" (installation déjà sobre en eau) en répondant au sondage transmis le 15 mars 2023. Il a communiqué à l'inspection des installations classées le PSH préalablement à la visite.</p> <p>Le PSH est complet et bien renseigné. Le schéma hydrique montre un travail satisfaisant sur la connaissance des flux d'eau et des actions de sobriété sont renseignées.</p> <p>Les indicateurs montrent une amélioration globale de la sobriété hydrique malgré un moins bon résultat en 2024, expliqué par ailleurs (voir le constat relatif à la sobriété).</p> <p>Toutefois, la mise en œuvre de l'ensemble des techniques disponibles pour une bonne sobriété hydrique n'est pas démontrée, en particulier en raison de la présence d'un circuit de refroidissement ouvert. L'ensemble des actions d'amélioration pointées dans l'ETE de 2022 n'est pas non plus résolu.</p> <p><b>En conséquence, le site ne pourra pas prétendre à une exemption totale des restrictions de prélèvement prévues dans l'arrêté cadre sécheresse départemental.</b> Une adaptation partielle reste possible, selon les niveaux de diminution de 5% en situation d'alerte, 10% en situation d'alerte renforcée et 25 % en situation de crise. Ces diminutions devront être obtenues en cas de situation de sécheresse.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant précisera dans l'onglet III du PSH les volumes d'économie attendus pour chaque niveau de gravité sécheresse, et calculera le pourcentage de diminution par rapport aux volumes de référence définis dans l'onglet IV.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant